

16 - 31 oct.

1999

n° 122

sixième  
année

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

Transport

## DANZAS SeaAir

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

### Accord sur le tribunal

**B**onne nouvelle : un compromis a été trouvé concernant le tribunal qui jugera les khmers rouges. Le Premier ministre se range à la formule : une majorité de juges cambodgiens, mais des verdicts à la "majorité qualifiée", c'est à dire que les juges cambodgiens ne pourront pas emporter la décision à eux seuls, prononcer seuls les verdicts, l'avis de "juges ONU" sera nécessaire.

On dépasse ainsi la mauvaise querelle : "qui aura la majorité parmi les juges : les Cambodgiens ou ceux de l'ONU ?" comme si d'avance on pensait que ces juges se rangeraient en deux camps opposés.

Comme l'ont souligné notamment le Conseiller du Premier ministre Om Yentieng (cn 121) et M. Ok Serei Sopheak (cn 122), c'est mal prendre la question : ce qui compte, c'est que la procédure donne confiance, que le déroulement du procès soit transparent, que les verdicts soient crédibles.

La formule à laquelle on est arrivé (sous réserve qu'elle soit acceptée par l'ONU d'un côté, et votée par l'Assemblée nationale du Cambodge de l'autre) tient compte des volontés de chacun : - que le procès ait lieu au Cambodge, selon le système judiciaire cambodgien, pour que la souveraineté du Cambodge soit respectée; - et que la participation de juges "ONU" confère à ce procès une garantie de crédibilité.

Il semble que l'opinion exprimée par le Roi - que l'intervention de juges étrangers ne portait pas atteinte à la souveraineté du Cambodge - ait fait beaucoup pour accélérer le compromis.

Dans une dizaine de jours, nous dit M. Om Yentieng le 20.10, viendra un expert russe qui, avec un expert français et un expert indien attendus, rédigeront le projet de loi qui sera soumis à l'Assemblée.

Maintenant qu'on est d'accord sur les principes, reste à régler les détails. C.N.

### Entretien

## OK SEREI SOPHEAK

Président du Centre Cambodgien pour la résolution des Conflits

### Affaire Piplica : faire appel à la justice, la bonne réaction Procès des KR : le crédit du Cambodge est en jeu Elections communales : démocratie et décentralisation

**D**ans l'affaire de l'assassinat de l'actrice Piseth Piplica, personne ne sait ce qu'il en est. On peut échanger des arguments plus ou moins farouches, plus ou moins méchants, toujours est-il que dans ce pays il faut qu'on prenne l'habitude d'avoir recours à la justice, que cela devienne une réaction normale, autrement on ne peut pas parler d'un état de droit.

#### faire appel à la justice : la bonne réaction

Dans la réaction du porte-parole de Hun Sen j'ai retenu un point très intéressant, c'est l'appel à la justice. Que ce soit à Phnom Penh ou à Paris, il faut que la justice prenne l'affaire en charge, point final. Le fait que le système judiciaire de ce pays soit toujours sur la défensive, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas une justice, qu'il ne faut pas bâtir un système judiciaire, qu'il ne faut pas recourir au tribunal, à un procès en bonne et due forme.

#### malgré les critiques, continuer à bâtir

Disant cela, il ne faut pas confondre : le système judiciaire du Cambodge est celui d'une société qui a connu 28 années de guerre et de culture de la violence, où le plus fort gagne souvent, où on a l'habitude d'utiliser des armes beaucoup plus que des arguments devant les tribunaux, c'est l'héritage de la guerre.

Cela nous donne conscience que construire le système judiciaire dans une société pareille demande du temps. Et que pendant ce laps de temps beaucoup de gens, les victimes, souffrent.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas persister à bâtir le

système judiciaire ! Sans ce système il n'y aura pas d'Etat, il n'y aura rien. Que le système judiciaire soit constamment sous le feu de la critique parce que l'on voit de plus en plus de faits divers, de cas que l'on n'approuve pas, alors qu'on a vu rarement une enquête aboutir, cela enlève la confiance de l'opinion publique dans les efforts énormes qui sont faits pour bâtir un système judiciaire.

#### l'intervention de l'Etat : c'est partout !

Ca ne m'étonne pas, personnellement, parce que même dans des pays développés, aux Etats-Unis, en France, dans des pays très avancés, l'intervention de l'appareil de l'Etat dans l'appareil judiciaire, ce n'est pas triste ! On y met beaucoup de formes, beaucoup de subtilités, mais c'est très commun.

Le réflexe de l'Etat d'intervenir dans les affaires judiciaires est condamnable, il faut le condamner, mais il n'est pas bizarre, étrange, on le trouve dans tous les pays !

#### Justice à Phnom Penh ... ... et à Paris

Toute cette affaire, je trouve très intéressant qu'elle ait été suivie par l'opinion à travers la presse, à Phnom Penh et à Paris. Cette dualité de lieux et d'institutions de presse crée vraiment un événement.

Ce n'est pas seulement à Phnom Penh qu'on peut accuser l'Etat d'interférer, il s'agit aussi de Paris, qui échappe complètement à l'Etat cambodgien. Dans la déclaration de M. Om Yentieng, représentant le Premier ministre, il n'est pas seulement mentionné les journaux de Phnom Penh mais aussi *L'Express* ... alors, que la justice

soit faite, puisque c'est la demande pour blanchir un nom et une réputation. Je suis très impressionné, je trouve extrêmement important que la justice française soit impliquée comme la justice cambodgienne.

C'est un deuil national que l'assassinat de Piseth Piplica, mais si cette mort peut contribuer à bâtir un système judiciaire au Cambodge, si elle signale un nouveau réflexe : faire appel à la justice, elle apporte beaucoup au pays.

#### derrière le procès : un débat de fond

Le procès des khmers rouges, du point de vue des relations internationales, soulève un débat de fond.

Avec en toile de fond crime contre l'humanité, le génocide des khmers rouges, un Etat se dresse, se défend, s'exerce, défend sa souveraineté, tout en ayant conscience que sa machine judiciaire doit pour être crédible en tant que machine judiciaire d'un pays, répondre à l'attente sur les standards internationaux. Sinon ça ne sert à rien.

#### le crédit de la nation est en jeu

Cela crée une prise de conscience énorme dans le gouvernement cambodgien et dans l'opinion cambodgienne que, à travers ce procès, c'est le crédit de la nation cambodgienne qui est en jeu.

Et avec cela, on peut aller plus loin : c'est seulement ce crédit qui pourrait amener au Cambodge la continuité de l'assistance technique, de l'aide internationale au développement dont le Cambodge a tant besoin.

Je pense que les dirigeants de ce pays ont parfaitement con-

(suite page 2)

A l'intérieur	entretien	Ok Serei Sopheak	pp. 1 - 2 - 3	Asie : la reprise en 2000	p. 6
		Om Yentieng		Faculté de Droit	p. 6
		l'attentat du 30 mars	pp. 4 - 5	la pauvreté dans les villages	p. 7
		médias	p. 5	Livre : Aux origines de Hong Kong	p. 8

(suite de la page 1)

## OK SEREI SOPHEAK

**Le système judiciaire, critère de crédibilité**

science de ce fait.

C' est pour cela qu' il faut placer la question de la souveraineté nationale dans un contexte de crédibilité internationale. Or il n' y a rien de plus expressif que le système judiciaire pour créer cette crédibilité-là.

La façon dont le gouvernement cambodgien négocie avec la communauté internationale à travers les Nations Unies et les Américains, je la trouve valable. On n' est pas d' accord, mais il y a des options possibles puisque de chaque côté on est conscient que maintenir, développer, améliorer les relations après cette affaire là, c' est la priorité.

**le débat sur le procès est faussé**

Ce qui sème le doute dans l' esprit de tout le monde c' est que le débat de fond sur les khmers rouges selon mon opinion a été faussé.

Quand on parle de tribunal international, en ce qui concerne le Cambodge, je pense que les Nations Unies ont le droit de s' exprimer, c' est clair, mais d' autres pays ont le droit de s' exprimer aussi, et c' est le droit tout à fait fondamental du gouvernement cambodgien de dire que le tribunal national est tout à fait acceptable.

Pour moi la question n' est pas de savoir qui a la majorité, puisque le tribunal national cambodgien peut très bien le faire.

**un procès crédible : pas une question d' hommes**

Mais si on veut vraiment renforcer la crédibilité, ce n' est pas des hommes qu' il faut débattre. C' est : est-ce que les procédures judiciaires, est-ce que les enquêtes, la machine judiciaire sont transparentes, ouvertes aux yeux de l' opinion nationale et internation-

ale ? Est-ce que la justice va aller jusqu' au bout dans toute son indépendance ? Est-ce que le gouvernement va interdire dans les décisions judiciaires ou non ?

**... mais de procédure**

Quand on parle de majorité de juges internationaux ou cambodgiens, d' un procureur national ou international, pour moi ça n' a aucun sens. Ce n' est pas à travers ce débat-là que l' on peut coiffer le Cambodge et son gouvernement. Il suffit de s' exprimer sur la souveraineté cambodgienne, on bloque le débat, on bloque la négociation.

La question est : est-ce qu' à travers ce procès toute la procédure judiciaire répond aux standards internationaux ou non ? Est-elle acceptable par les Nations Unies et les autres pays ou non ? C' est là le sens.

Donc, il faut négocier pour faire en sorte que la procédure soit internationalement acceptable. Qu' il puisse y avoir des gens qui interviennent pour rendre le processus transparent et acceptable.

**l' assistance de juristes privés : peu crédible**

Si on en a les moyens, on peut louer les services de juristes compétents, internationalement reconnus, dans un cadre privé. Il y a des juristes privés partout qui peuvent se prêter à ce jeu. Mais pour moi c' est acheter le crédit international. Et publiquement ce n' est pas tellement acceptable. Parce qu' ils sont payés, cela enlèverait de la crédibilité à ce procès. Il ne faut pas tomber dans ce piège, comme l' attendent ceux qui veulent faire tomber toute l' affaire.

Il faut donc négocier avec les autorités internationales compétentes, reconnues par tout le monde, pour que la

procédure judiciaire soit ouverte à tous et acceptée par tous.

Il est clair que la souveraineté cambodgienne n' est pas négociable.

**qui pourra être jugé ?**

Un autre point de débat, c' est : qui pourra être jugé ? Certaines personnes descendent de l' avion et disent : il faut juger ceux-ci et ceux-là ... Si on commence par pointer ainsi le doigt, où se trouve la justice ? Si on fait ainsi, pour moi, le processus est déjà politique et on crée la confusion.

Les inculpations seront faites dans le cadre d' une loi, qui définira les procédures. Il y aura une structure pour recevoir les plaintes, un juge d' instruction et des gens pour l' assister. Ça va prendre beaucoup de temps engager beaucoup de ressources financières. Si le peuple ne veut pas s' engager dans ces dépenses, alors on ne s' engage pas.

Mais si on considère que c' est vital pour notre avenir et pour les générations à venir, alors il faut s' y engager, même si ça coûte, et on n' a plus le droit de s' arrêter. On ne sait pas où cela peut aller, mais il ne faut imposer aucun cadre au départ, ce ne serait plus de la justice mais de la politique.

**les Cambodgiens très partagés**

Ce procès pourrait être énorme. Mais personnellement il me semble que ça pourrait ne pas être énorme du tout.

Le peuple cambodgien pour le moment est très partagé, je crois.

Même s' ils savent que tel ou tel personne a conduit tel ou tel membre de sa famille dans les bois, les Cambodgiens se posent la question : "est-ce que ça vaut vraiment la peine

après tant d' années, alors que j' ai déjà du mal à élever mes enfants, à mettre du riz dans la casserole, de m' engager dans un processus qui ne peut être que long ? Il faudra dépenser beaucoup d' énergie, beaucoup de ressources pour gagner ce procès-là". Ce sont des questions pratiques qu' ils ont dans la tête.

Ceux qui sont riches ne pensent qu' à oublier, pour ne pas mettre en danger leur richesse plus ou moins licitement accumulée. Pour les pauvres, la priorité c' est la survie, sortir de la pauvreté.

Les gens qui peuvent s' engager dans une affaire judiciaire, ce sont ceux qui ont les moyens ...

La confiance des Cambodgiens dans leur système judiciaire, il faut reconnaître qu' elle est très limitée. Ils disent, si je vais au tribunal et que je n' ai pas les moyens, je n' ai aucune chance !-

Pour ces raisons, il est possible que ce procès des khmers rouges ne soit pas énorme.

**procès : un processus psychologique**

Un autre aspect, c' est tout ce qui constitue l' existence fondamentale d' un peuple, que ce soit la justice, l' état de droit, la culture, la civilisation, la prise de conscience politique : tout cela engage un processus de confiance qui suppose quelque chose d' instruit, d' éduqué, et un contexte social stabilisé; qu' il n' y ait pas de souffrances psychologiques ... C' est un processus intellectuel au niveau de la masse toute entière, mais au Cambodge on est encore sous le choc de ces presque 3 décennies de guerre.

Le Cambodge je l' espère ne sera pas toujours ainsi. Les générations à venir seront plus lettrées, plus intellectuelles, elles auront soif de leur propre histoire, de celles de leurs parents et grands-

(suite page 3)

**A PROPOS ...****tribunal international ?**

"D' autres nations souveraines ont accepté et continuent à accepter qu' un tribunal international juge leurs citoyens coupables de crimes contre l' humanité, écrit le Roi dans son Bulletin. Mensuel. Cela ne viole pas la souveraineté de ces pays".

Dans un e-mail du 16.10 Sam Rainsy, chef de l' opposition, utilise aussitôt ces propos contre le Funcinpec : "J' appelle le

Funcinpec à faire preuve de cohérence au sujet de son attitude concernant le procès des khmers rouges. Ils ont été élus par les Cambodgiens en prétendant qu' ils étaient les plus authentiques monarchistes et sihanoukistes. Maintenant que le Roi s' est clairement prononcé au sujet du procès des khmers rouges, le Funcinpec devrait arrêter de soutenir aveuglément l' opposition arrogante de Hun Sen à un tribunal international".

**Express/ Piseth Piplika**

"L' article de L' Express du 7 octobre où l' épouse du Premier ministre Hun Sen, Bun Rany, est très nettement accusée d' avoir fait assassiner, le 6 juillet, l' actrice Piseth Piplika à cause de sa liaison avec Hun Sen, est une affaire montée de toutes pièces par Ram Rainsy, nous dit le 14.10 M. Om Yentieng, conseiller du Premier ministre. "Le journal soi-disant tenu par Piseth Piplika, sur lequel repose l' accusation, est un faux, nous avons comparé les écritures. Il

est possible que Piseth Piplika ait imaginé la responsabilité de Bun Rany dans l' assassinat, mais il n' y a aucune preuve derrière ces accusations. Plainte va être portée pour diffamation à Phnom Penh et à Paris".

**Phnom Penh-Bangkok-Paris**

C' est Sam Rainsy qui a aidé la sœur de Piseth Peaklica, la fille de celle-ci, 7 ans, et son père Miek Chandara qui est le garde du corps de Sam Rainsy, à se réfugier à Bangkok nous dit

## OK SEREI SOPHEAK

parents. Et elles auront une conscience beaucoup plus développée de la nation, le sens de la justice et de l'histoire.

L'attitude actuelle du peuple cambodgien est tout à fait compréhensible. Il est encore sous le choc et ne veut pas revivre ça, il a d'autres priorités. Mais dans un autre contexte, avec plus de richesse, plus de stabilité, plus d'éducation, dans 20 ans, 30 ans, alors les Cambodgiens feront un procès non contre les khmers rouges mais contre leurs propres ancêtres, très dur, pour irresponsabilité.

### voir à long terme

Je me sens très à l'aise de faire partie de la minorité qui pense ainsi. Pour moi on ne peut pas vivre si on n'a pas une vision à long terme pour la société. Que peut-on faire pour cette société dans 20 ans, dans 50 ans ? C'est cela qui nous pousse, qui nous stimule : rendre les choses meilleures pour les générations à venir.

Et cela nous amène à poser cette question : jusqu'à quand le Cambodge acceptera-t-il d'être dépendant de la communauté internationale ? On ne peut pas parler de la fierté, de la souveraineté nationale, d'une vision à long terme si on ne fait pas les efforts nécessaires pour réduire, d'année en année, notre dépendance des pays donateurs, pour être de plus en plus capables de produire nous-mêmes.

### fierté d'être Cambodgien

Tous ces débats m'amènent à penser que si on est fier d'être Cambodgien, si on est digne de l'ASEAN, si l'on veut contribuer à la culture de la paix dans le monde, léguer à nos enfants du sain, du paisible, du progrès, il est temps de nous dire que peut-être dans 10 ans le Cambodge ne sera plus dans la position

de mendier, mais commencera à donner.

Cette vision, cette fierté d'être Khmer c'est cela qui m'a amené à participer à la résistance, à oublier ensuite qui étaient mes ennemis, mes adversaires, à travailler avec le PPC et les autres, pour bâtir ensemble le pays, à bâtir le processus démocratique, je me suis engagé à fond dans le processus électoral de juillet 98, je me suis engagé par des articles dans la presse (*notamment Cambodge Nouveau ndlr*) pour bâtir un débat politique et démocratique plus sain. J'ai payé le prix pour cela.

Aujourd'hui hors du gouvernement, j'ai établi un pont entre le gouvernement et le non-gouvernement pour la préparation des élections communales, pour prévenir les conflits.

### politique :

#### une situation "stabilisée"

La situation politique me paraît, plutôt que vraiment stable, stabilisée. Chacun semble jouer le rôle selon ce qui a été prévu, convenu. Cela n'empêche pas les heurts à l'intérieur de chaque formation et entre les formations politiques, entre elles et les institutions, mais c'est dans l'ordre des choses. Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter, simplement il faut rester vigilants.

#### élections communales : un risque de conflits

Les élections communales sont un événement vital. Le Centre Cambodgien pour la résolution des conflits dont je suis le président et le coordinateur du programme, a réuni pour une conférence les six acteurs-clé de ce processus électoral. Nous leur avons montré nos réflexions et nos études, qui mettent en évidence comment les conflits,

au moment des élections de juillet 1998, ont pu naître.

#### communes : démocratie et décentralisation

Après un débat de deux jours, la conclusion de cette conférence a été notre proposition : les élections communales représentent deux choses fondamentales pour le Cambodge :

- la **démocratisation au niveau de la base** et

- la **décentralisation** puisque pour la première fois le conseil communal aura une responsabilité dans les deux domaines-clé : *administratif et développement de la commune*.

#### élections communales : on travaille ensemble !

Cela entraîne un débat énorme sur le plan national et local. Notre analyse est que l'on risque des conflits énormes d'individus, de partis, d'intérêts nationaux et locaux ... Dès lors pourquoi ne pas préparer ensemble ces élections ?

Nous avons donc proposé une *structure de rencontre* tous les mois réunissant le gouvernement, les 5 ministères-clé (la Défense, l'Intérieur, les Finances, l'Information, la Femme), les représentants des 3 partis représentés à l'Assemblée, les 3 ONG : COMFREL, COFFEL et NICFEC qui ont joué un rôle fondamental dans le processus d'éducation des votants et dans l'observation des élections de juillet 1998, plus deux juges qui connaissent très bien le cadre légal, plus des représentants de la communauté internationale : le PNUD, le bureau des Nations Unies des droits de l'Homme, le CCC, NGO Forum. Le président de l'Association des journalistes est invité aussi : les médias jouent un rôle important dans l'affaire.

Chaque fin de mois, tout le monde informe et s'informe. La Défense, l'Intérieur, informant de l'avance du cadre légal, de l'appareil de sécurité, les partis politiques débattent, participent au processus, ce qui n'avait pas été le cas aux élections législatives. Nous avons déjà eu deux réunions.

Les suggestions sont envoyées au gouvernement et chacun peut ensuite en informer les autres : les ONG etc ... En apportant de l'information, de la transparence, en établissant le dialogue, on construit un capital de confiance, on donne conscience à tous que ces élections communales ce n'est pas une mince affaire. Les divers participants à ces réunions voient à quoi ils s'engagent sur le plan légal, financier, administratif, social, sécurité ...

#### une expérience unique

C'est une expérience unique, à laquelle le gouvernement et le non-gouvernement ont dit oui aussitôt après la rencontre de juin au Cambodiana où a été décidé que le Centre Cambodgien pour la Résolution des Conflits serait le modérateur permanent jusqu'aux élections.

C'est exemplaire, cela prouve que les Cambodgiens savent arranger les choses paisiblement quand ils ont confiance, quand ils pensent que personne ne va essayer de les piéger.

Au lieu de complots, de la suspicion, de l'opposition anonyme, des manigances dans l'ombre, des propagations de rumeurs, on parle ouvertement, et on fait confiance à cette structure-là.

J'ai présenté le mois dernier cette construction à la réunion de l'ASEAN sur la résolution des conflits à Cancun et tout le monde, Chinois, Canadiens, Singapouriens, ... a beaucoup approuvé le Cambodge !

## A PROPOS ...

une source. Ils y ont été logés au siège du PSR (à Bangkok le Parti de Sam Rainsy a un bureau où est rédigé l'hebdomadaire du parti, *Pon Loeu Khmer*, et une résidence de 3 étages en cours d'équipement pour les responsables et les députés du parti, qui font de fréquentes visites à Bangkok). Miek Chandara est resté à Bangkok. Sam Rainsy a ensuite aidé la sœur de l'actrice et sa fille à gagner Paris, à s'y lo-

ger et à demander le droit d'asile.

### loi bancaire

En préparation depuis plusieurs années, la loi bancaire est en discussion à l'Assemblée depuis début octobre. Ses 75 articles visent d'une façon générale à mieux protéger les clients :

- durcir les conditions d'agrément des banques (compétence, fonds propres, ...); - mettre la "réglementation prudentielle" en conformité avec les standards internationaux; - per-

mettre à la Banque nationale de suivre l'activité des banques de façon à pouvoir prévenir toute dégradation de leur situation financière, et prendre des mesures rapides; - prévoir un dispositif d'administration provisoire en cas de défaillance.

La loi ne traite pas des transferts de capitaux (qui sont libres, selon les principes du FMI), ni du blanchiment de l'argent, qui fait l'objet d'une loi précise du 27.12.1996.

Selon cette loi, les établissements sont tenus de connaître l'identité des déposants et l'orig-

ine des fonds au-delà d'un certain montant, et d'en faire part aux autorités policières sur leur requête.

### Club d'Affaires Franco-Cambodgien

S.E. Sok Siphana, secrétaire d'Etat au Commerce, confère par le CAFC à sa réunion du 14.10, a repris les thèmes qu'il avait traités dans c.n. 120, et insisté sur certains dossiers particuliers : les effets des quotas américains, la con-

(suite page 4)

## Le rapport "grenades"

Un entretien avec le président de la Commission gouvernementale des droits de l'Homme chargée de l'enquête sur l'attentat du 30 mars 1997

Le 30 mars 1997 une manifestation pacifique d'employés de la Confection, menée par Sam Rainsy, devant l'Assemblée nationale, était victime d'un attentat à la grenade : au moins 15 morts, et 150 blessés - autant qu'on sache. On n'a jamais trouvé les coupables.

Depuis, c'est un sujet de polémique. Le président du PSR Sam Rainsy a nettement accusé Hun Sen d'être le commanditaire de l'attentat. Une enquête menée par le FBI (parce qu'un citoyen américain se trouvait parmi les victimes) n'a pas abouti jusqu'ici ; la Commission gouvernementale des droits de l'Homme chargée, entre autres, d'enquêter sur cet attentat a été accusée d'inefficacité par le représentant du Secrétaire général de l'ONU pour les droits de l'Homme au Cambodge T. Hammarberg. On attendait depuis longtemps que la Commission gouvernementale des droits de l'Homme fasse connaître le résultat de ses propres enquêtes (en 114). Son président M. Om Yentieng a fait part à Cambodge Nouveau de l'essentiel du rapport que la Commission a rédigé sur l'attentat du 30 mars 1997, avant sa prochaine publication.

Ce qu'on peut dire, c'est que nos enquêtes ne nous ont pas encore permis de retrouver les coupables de l'attentat. Mais que nous avons le sentiment d'avoir mené nos investigations à 50 % du chemin.

Nous étions en face d'une tâche très difficile qui ressemblait à "chercher une aiguille au fond de la mer". Nous avons une hypothèse, l'accusation de Sam Rainsy lancée contre Hun Sen, mais aucun moyen de la vérifier, Sam Rainsy n'ayant jamais voulu faire de déposition, ayant refusé toute collaboration avec les enquêteurs, alors que, selon lui, il détient des preuves.

### La version de Sam Rainsy

Ce n'est que lorsque des experts de l'ONU sont venus chercher la cause des lenteurs qu'ils ont pu interviewer Sam Rainsy. On connaît ainsi sa version, par le rapport de ces experts.

Selon Sam Rainsy, il y a eu deux exécutants : Chay Vy et Chun Bun Phoeun. Ils ont été payés par le chef des gardes du corps de Hun Sen.

Comment Sam Rainsy le sait-il ? C'est que ces deux-là le lui ont avoué.

Comme il y avait deux témoins, qu'ils disaient la même chose, on les a cru aux Etats-Unis, on a été convaincu que Hun Sen était le coupable.

Notre travail a donc été de vérifier cette affirmation et pour commencer, de retrouver ces deux individus. Nous avons utilisé beaucoup de méthodes pour y

Chun Bun Phoeun a trouvé Chay Vy, qui a accepté pour de l'argent.

### d'abord l'UNHRC

Les deux ont été reçus par

### Om Yentieng :

- On a la preuve que l'accusation lancée contre Hun Sen est une construction de Sam Rainsy
- Mais on n'a toujours pas trouvé les coupables
- Ma conviction est que Sam Rainsy connaît la vérité mais ne veut pas la dire.

arriver.

L'un des deux, Chay Vy, est venu nous voir spontanément, et nous a dit qu'il avait été payé par Sam Rainsy.

Pour l'autre, Chun Bun Phoeun, qui habite en face de Phnom Penh de l'autre côté du fleuve, nous l'avons amené à Phnom Penh avec un mandat en règle.

Pour vérifier cette hypothèse, nous avons été enquêter jusqu'à Bangkok.

Ce que nous avons reconstitué est que le chef de cabinet de Sam Rainsy, Ung Chhay leng, a été chargé de trouver quelqu'un qui veuille bien avouer qu'il avait lancé les grenades.

Ung Chhay leng qui leur a donné un texte à retenir par cœur, et emmenés ensuite par lui chez Sam Rainsy et son épouse Saumura, où ils ont reçu quelques centaines de dollars. Sam Rainsy leur a dit "Aidez-nous, faites ce que vous a dit Ung Chhay leng".

Les deux ont ensuite été enmenés par Saumura au centre des droits de l'Homme de l'ONU, où Christophe Peschoux les a reçus et interviewés, avec un interprète franco-cambodgien, et a fait un rapport.

Là encore, comme les deux témoignages étaient concordants, l'accusation contre Hun Sen était crédible.

ensuite le FBI à Bangkok. Seconde phase du scénario : les deux sont enmenés par le Comité des droits de l'Homme à Bangkok, par Poipet - sans passeports -. Leurs épouses ont reçu un peu d'argent.

A Bangkok, ils sont logés dans la maison de Sam Rainsy où se trouve sa secrétaire New Dina. C'est elle qui s'occupe des deux personnages, leur achète des chemises etc ... et fait avec eux des tests, des répétitions d'interviews ; Elle les conduit ensuite à l'ambassade des Etats-Unis pour une rencontre avec le FBI. C'est Rohrabacher (membre du Congrès américain, hostile au gouvernement Hun Sen ndr) qui a d'ailleurs suggéré au FBI cette rencontre, par une lettre qui a été rendue publique.

Comme les deux personnes en question ont répété ce qu'ils avaient dit à C. Peschoux, là encore l'accusation contre Hun Sen a paru vraisemblable : ils ont dit qu'ils avaient reçu de l'argent de Hun Sen à Takhmau, acheté une moto, et reçu des instructions précises au monument de l'Indépendance ...

### contre-enquête

La tâche de la Commission gouvernementale a donc été de vérifier les déclarations de Chun Bun Phoeun et de Chay Vy.

Ce que nous avons trouvé est que le jour de l'attentat Chay Vy était à Kompong Cham où il achetait du bois. Nous avons retrouvé beaucoup de témoins. On peut prouver que ce n'est pas Chay Vy qui a lancé les grenades. C'est un faux coupable.

D'autre part, leur témoignage sur le chef des gardes du corps de Hun Sen qui les aurait "briefés" ne tient pas. Il y a deux chefs des gardes du corps, un à Phnom Penh et l'autre à Takhmau. Ils se sont trompés.

Bref l'histoire a été bien montée, mais elle a tout de

### A PROPOS ...

trebande, les contrôles (il faut un système PSI, que ce soit SGS ou non), les taxes sur le pétrole qui pourraient être diminuées (elles sont de 37 % plus élevées qu'en Thaïlande et de 22% plus élevées qu'au Vietnam), le code fiscal, la législation sur les sociétés, la nécessité de rechercher dans tous les domaines la compétitivité (par exemple les tarifs de l'électricité) ...

### l'aide de l'Allemagne

La reprise de l'assistance de l'Allemagne au Cambodge annoncée ces jours-ci par la presse, à la suite de la visite en Allemagne d'une délégation cambodgienne, est en fait décidée depuis plusieurs mois : un protocole conclu en juin en fixait le montant et la répartition (interview de S.E. H. Loeschner, c.n. 118).

Cette aide, après une interruption de plus de 15 mois, avec 22,1 millions de dollars sur 2 ans, en plus des programmes

en cours, est presque doublée par rapport à la période précédant juillet 1997.

Elle concerne principalement la démobilisation, la santé, les petites entreprises (micro-crédit), les routes tertiaires, les télécommunications.

### l'usine de jute de Battambang

La société écossaise Titaghur PLC, qui possède 6 grandes usines de jute à Calcutta, va investir dans l'usine de Battambang (460 personnes) actuelle-

ment gérée par Anglo-Cambodian Holdings, nous dit son directeur T. de Roland Peel, la rénover et la gérer avec des techniciens indiens. Dans deux ans, la production doit atteindre 7,5 millions de sacs par an. Titaghur achète aussi toute la production jusqu'en février 2000.

Après la fermeture ces dernières années des usines de jute de Glasgow, de Russie, de Thaïlande, du Vietnam, ... l'Inde et le Pakistan assurent 96 % de la production mondiale de sacs de jute.

même des faiblesses. Même l'éléphant, avec ses quatre fortes jambes, peut faire un faux pas ! La conclusion de la Commission gouvernementale est que ces deux personnages ne sont pas les acteurs de l'attentat. Des "acteurs de théâtre" simplement. Le rapport que nous allons publier contient bien d'autres détails, mais l'essentiel est là

#### détecteur de mensonges

Nous avons soumis notre rapport d'investigation au FBI pour vérification. Puis il y a eu une deuxième vérification avec un détecteur de mensonges (début mai 99 : voir c.n. 114). Il y a eu plusieurs séances. Le FBI ne nous a pas fait connaître ses conclusions, nous n'avons pas eu son rapport, et d'ailleurs nous ne l'avons pas demandé. Mais le mécontentement de

Jesse Helms (président de la Commission des Affaires extérieures du Sénat américain ndr) à l'égard du FBI qu'il faudrait peut-être appeler Foreign Bureau of Investigations ..., montre bien que les conclusions du FBI ne contredisent pas les nôtres. Le résultat de nos enquêtes détruisent les accusations de Sam Rainsy contre Hun Sen.

#### l'opposition : le poivre dans la soupe

Cela n'empêche pas que l'opposition est très utile. Sans elle, ce serait comme une soupe sans poivre !

#### Sam Rainsy connaît la vérité

Reste que l'on n'a pas encore trouvé le vrai coupable, c'est pourquoi je dis que nos investigations n'ont encore réussi qu'à 50 %. Nous poursuivons nos investigations.

Ma conviction est que Sam Rainsy connaît la vérité mais ne veut pas la dire. Il faut se poser la question : "qui avait intérêt à commettre cet attentat ?" On était en période proche des élections. Il fallait donner des "provisions" aux supporters

américains de Sam Rainsy ...

**si ce n'est ni Hun Sen ni Sam Rainsy, alors qui ?**  
Et je pose la question : si le coupable n'est pas Hun Sen, si ce n'est pas Sam Rainsy, alors, qui ?

#### Les témoins se rétractent

"Ce n'est pas Hun Sen qui nous a payés, c'est Sam Rainsy"

Dans son numéro du 15-28 octobre, le *Phnom Penh Post* retrace la chronologie des enquêtes menées par le FBI sur l'attentat du 30 mars 1997.

Le plus intéressant est que l'on y apprend, par le biais de questions posées par Jesse Helms et des réponses du FBI, que les deux Chay Vy et Chum Bun Phoeun, le 13 novembre 1998, se sont rétractés :

Ils ont déclaré alors au *Legat Bangkok* et au *RSO Phil Whitney*

que leurs dépositions précédentes étaient mensongères, que Ieng (le chef de cabinet de Sam Rainsy) leur avait donné un texte à apprendre par cœur et 15 000 dollars chacun pour répéter cette fausse histoire à l'UNHCR, au FBI et à d'autres.

Il est clair que ce dernier épisode jusqu'ici gardé secret détruit, s'il correspond à la vérité, les accusations lancées par Sam Rainsy contre Hun Sen.

Sur la question du sénateur Jesse Helms le 19 février 1999, le FBI répond qu'il ne peut pas encore affirmer si ces dernières déclarations sont véridiques, et que l'enquête se poursuit.

## ME DIAS

### Recensement dans la fonction publique

Un recensement de tous les agents de la fonction publique, et l'analyse des données seront terminés pour la fin du premier semestre 2000. L'objectif n'est pas seulement de déterminer précisément leur identité et leur nombre, et de supprimer les "agents fantômes", mais de dresser un profil précis de chacun, ses tâches, son expérience, ses connaissances, situation de famille, ... de façon à utiliser le mieux possible les capacités de chacun, de mieux définir les postes, de réorganiser les services, éventuellement de diminuer certains services inutiles, de définir une politique de recrutement et d'avancements, et finalement pour augmenter l'efficacité de l'administration. Trois étapes sont prévues : préparation du recensement, recensement, analyse et conclusions.

d'après *Rasmey Kampuchea* 13.10, trad. *The Mirror*.

### Nuon Paet en appel

Nuon Paet, condamné le 7 juin dernier à la prison à vie par la cour municipale pour sa responsabilité dans l'assassinat de 3 étrangers, le 26 juillet 1994, fait appel, le procureur général de la cour d'Appel, Hang Rolaket, vient de recevoir la demande. Nuon Paet, dit son avocat, soutient qu'il n'est pour rien, ni Chhouk Rin (alors commandant à Phnom Vor) dans ces assassinats, qu'il était à l'époque responsable de la politique et de l'agriculture, que le responsable est Sam Bith, alors commandant de la région militaire sud-ouest, que c'est lui qui a directement ordonné à Vith Vorn (tué depuis) l'attaque du train et l'assassinat des trois étrangers. Chhouk Rin est actuellement colonel dans les Forces Armées Royales, Sam Bith est major-général et conseiller du ministre de la Défense. Tous deux avaient été témoins lors du procès de Nuon Paet. M; Hang Rolaket dit que l'affaire sera traitée avant la fin de l'année au plus tard.

d'après *Samlung Yuvachun Khmer* 13.10, trad. *The Mirror*.

### Tourisme : projets

En 1999, les touristes au Cambodge sont de 25 % plus nombreux qu'en 1998, a déclaré le ministre du Tourisme M. Veng Sereyvuth. Entre 2002 et 2005, ce nombre augmentera chaque année de plus de 20 %. 2002 sera l'année du Tourisme dans les pays de l'ASEAN.

Le ministère du Tourisme et le gouvernement royal prévoient en conséquence deux réalisations particulières : la réfection de la route Poipet - Siem Reap, et la construction d'un aéroport à Sihanoukville.

Selon les prévisions, de 2202 à 2003 le nombre des touristes venant de Thaïlande pourrait atteindre entre 8,7 et 9 millions, si ces deux projets sont réalisés à temps. Un autre projet consiste à promouvoir le tourisme par les voies d'eau. L'augmentation du nombre des touristes pourrait passer, entre 2002 et 2004 de 25 % à 100 % ...

d'après *Phnom Penh*, 14-15.10, trad. *The Mirror*.

*Cambodge Nouveau*  
Ne le copiez pas, citez-le !

### Tourisme dans l'ASEAN

C'est la Thaïlande qui reçoit le plus de visiteurs parmi les pays de l'ASEAN : plus de 7 millions en 1997, et presque 8 millions en 1998. Et les six premiers mois de 1999 sont très bons aussi : plus de 4 millions.

Les autres destinations ont davantage souffert de la crise : **Singapour** qui en 1997 avait fait presque jeu égal avec la Thaïlande a sensiblement regagné en 1998 (dépassant tout de même 6 millions de visiteurs). Avec plus de 3 millions pour le premier semestre 1999, l'année entière devrait atteindre à peu près le même chiffre.

**La Malaisie** a reçu plus de 6 millions de visiteurs en 1997, et seulement 5,5 millions en 1998. Il semble y avoir un redressement sensible : plus de 3 millions au premier semestre 1999. **L'Indonésie** : un peu plus de 5 millions en 1997 tombés à 3,5 en 1998. Au premier semestre 1999 : un peu moins de 2 millions.

**La Thaïlande**, qui a reçu du Tourisme 9,1 milliards de dollars en 1998, veut faire beaucoup mieux et devenir "la France de l'Asie".

D'après *Far eastern Economic Review*, 30.9

### A PROPOS ...

#### Faculté de Droit

La Tribune Libre de Maurice Gaillard sur la Faculté de Droit (cn 121) a suscité beaucoup de commentaires ; au total beaucoup plus d'approbations que de reproches.

Interrogé à ce sujet, M. Ok Serei Sopheak nous dit : "Personnellement j'ai beaucoup admiré le courage de M. Gaillard. Il faut parler publiquement de ces choses et il faut les publier. S'agissant d'une école où l'on construit l'état de droit, il faudrait le publier deux

fois ! Cela condamne une culture de violence, d'impunité, d'intervention des plus puissants. Ni la Faculté de Droit ni l'ERA ne sont fautifs dans cette affaire, ce sont ceux qui abusent les fautifs. Pourquoi ne pas les condamner ?"

#### ligne Brévié : précisions

A la suite de l'article sur la Ligne Brévié, paru dans c.n. 120, M. Var Kim Hong, président du Comité mixte chargé des frontières, apporte les précisions suivantes :

- la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer a été signée par le Kampuchea Démocratique, mais jamais ratifiée ;

- c'est au premier trimestre 2000 que doit avoir lieu la prochaine réunion de la Commission mixte.

#### Sihanoukville : précisions

La carte générale du port de Sihanoukville parue dans c.n. 121 représente l'état actuel du port avec l'emplacement du futur port à containers. La carte dans le cartouche et la légende

représentent les projets devant être réalisés dans une seconde phase (qui pour le "general cargo" notamment).

#### Commission du Mékong

Le Conseil de la Commission du Mékong (Cambodge, Laos, Thaïlande, Vietnam), réuni pour la première fois au nouveau siège du Secrétariat à Phnom Penh, sous la présidence de S. E. Khy Tainglim, aura 10,6 milliards de dollars pour 1999-2000. Parmi les projets : mise à jour du barrage de Sambor, la loi sur l'utilisation des eaux (cn 114). ■

## Asie : la reprise en 2000

La croissance économique pendant les derniers mois de 1999 devrait être plus forte que prévu, estime le FMI, qui revoit à la hausse ses prévisions concernant presque tous les pays d'Asie pour 1999 et pour 2000.

C'est pour le **Japon** que les prévisions sont le plus modifiées vers le haut : + 1 % de croissance en 1999, au lieu de - 1 % prévu en mai dernier, et + 1,5 % en 2000, au lieu de 0,3 %.

Rappelons que *Goldman & Sachs (Far Eastern Economic Review, C.N. 120)* donne pour le Japon respectivement 0,9 % et 0,0 %.

Pour la **Chine** au contraire, la révision du FMI est à la baisse, et là les prévisions entre les deux organismes diffèrent sensiblement : + 6,6 % en 1999 selon le FMI, et un certain ralentissement en 2000 : + 6 %. G & S au contraire voit + 8,2 % en 1999 et 8,4 % en 2000.

C'est à cause de cette croissance chinoise révisée en baisse que, pour le FMI, la croissance de l'**Asie** dans son ensemble atteindra + 5,4 % "seulement" en 2000 au lieu des 5,7 % prévus en mai.

**Hong Kong**, beaucoup plus touché que la Chine dans son ensemble par la crise asiatique, récupère lentement selon le FMI, moins lentement pour G & S : + 1,2 % en 1999 selon le FMI et - 1 % pour G & S; mais + 3,6 % en 2000 selon le FMI (+ 1,5 % selon G & S).

**Inde** : peu touchée par la crise, elle poursuit sa croissance à un bon rythme, en léger ralentissement mais toujours parmi les plus élevés.

Pour la **Thaïlande**, différences assez nettes dans les prévisions : le FMI la voit atteindre 4 % de croissance cette année (G & S 1,5 % seulement) et encore 4 % en 2000 (G & S + 3 %).

**Malaisie** : redressement rapide après le choc de 1998 : + 2,4 %, en 1999 et + 6,5 % en 2000 selon le FMI; + 3 % et + 5 % pour G & S.

C'est la Malaisie qui aura en 2000 le plus fort taux de croissance de tous les pays de la région, selon le FMI, plus élevé même que celui de la Chine.

**Singapour** : prévisions très voisines des deux organismes : + 4,5 % en 99 et + 5 % en 2000 selon le FMI; + 4,0 % et + 4,8 % selon G & S.

**Taiwan** : accord aussi des deux organismes : + 5,0 % et + 5,1 % selon le FMI; + 4,5 % et + 4,9 % selon G&S.

**Corée du Sud** : bonne croissance en 1999, 6,5 % selon le FMI, et 7,0 % selon G & S; un certain ralentissement en 2000 selon les deux organismes : 5,5 % pour le FMI et 5,0 % pour G & S.

**Philippines** : + 2,2 % en 1999 pour le FMI, et + 2,4 % pour G&S; en 2000 : + 3,5 % pour le FMI et + 3 % pour G & S.

**Indonésie** : le plus fort de la crise est passé, selon les deux organismes. Il y a encore ralentissement en 1999 (-0,8 % pour le FMI, -1,7 % pour G&S), mais reprise en 2000 : respectivement + 2,6 % et + 2,5 %.

Reste le problème encore non résolu de la restructuration du **secteur bancaire**, principalement en Corée du sud, en Thaïlande, en Malaisie, en Indonésie.

### ralentissement aux Etats-Unis ?

Dans le reste du monde, la croissance devrait être plus forte que prévu en Europe. L'inquiétude vient maintenant des Etats-Unis, où l'on espère un ralentissement en douceur, tout en craignant un ralentissement plus brutal qui affecterait évidemment le reste du monde.

(source F. E. E. R.)

### Croissances estimées du PNB selon le FMI

	1998	1999	2000
Chine	7,8	6,6	6,0
Hong Kong	- 5,1	1,2	3,6
Inde	5,8	5,7	5,5
Indonésie	-13,5	-0,8	2,6
Japon	- 2,8	1,0	1,5
Malaisie	- 6,7	2,4	6,5
Philippines	- 0,5	2,2	3,5
Singapour	0,3	4,5	5,0
Corée du sud	- 5,8	6,5	5,5
Taiwan	4,9	5,0	5,1
Thaïlande	- 9,4	4,0	4,0

## FACULTE DE DROIT Rectifications

Le texte de la Tribune Libre de Maurice Gaillard paru dans *Cambodge Nouveau 121* n'était pas destiné à être publié sous cette forme. Par suite d'un malentendu dont *Cambodge Nouveau* veut bien être tenu pour responsable, M. Gaillard n'a pas apporté à ce "texte brut" les corrections nécessaires. Les voici.

"Les propos qui me sont prêtés par *Cambodge Nouveau* n° 121 doivent être fortement nuancés. Sur la tonalité générale de cet article, il convient de préciser que la situation qui y est décrite apparaît comme excessivement négative : il existe à la Faculté de Droit comme à l'ERA des responsables administratifs et des enseignants qui font leur travail correctement et s'efforcent d'améliorer la qualité de l'enseignement cambodgien.

Mais la situation décrite est sensiblement dépassée. En effet depuis le début de l'année, et jusqu'à fin août 1999, date de la fin de mes fonctions, j'ai eu l'occasion de constater les prémices d'une évolution positive. Les nouvelles autorités gouvernementales ont entrepris un travail de remise en ordre qui commence à produire ses effets aux différents échelons de l'administration universitaire. La situation est encore loin d'être satisfaisante mais l'impulsion donnée va enfin dans le sens d'une plus grande responsabilisation des autorités concernées.

Sur les données brutes, il convient de lire que :

- la faculté de Droit et de Sciences économiques (FDSE) comprend environ 1300 étudiants en Droit et 700 en Economie.

- quant à l'administration de la FDSE, il n'existe pas actuellement de doyen en titre mais un doyen par interim qui n'est pas du tout concerné par la description faite dans l'article (qui concerne le précédent doyen dont les fonctions se sont achevées en 1995).

- les autres informations ne concernent que le seul département de Droit et non le département d'Economie où je n'exerçais pas mon activité.

- les compléments de salaires versés par la Coopération française aux membres du personnel de la faculté n'ont pas été supprimés mais sont en diminution progressive afin que la Faculté dispose du temps nécessaire à la mise en place de ressources de substitution. Il reste vrai que ces com-

pléments de salaires doivent, à terme, disparaître parce qu'il n'est satisfaisant pour personne qu'une coopération étrangère prenne en charge une partie des traitements de la fonction publique cambodgienne.

- les indications données sur le prix auquel certaines moyennes sont achetées sont des rumeurs et non des informations.

- je n'ai jamais été directement menacé par des étudiants. Certains ont seulement fait comprendre qu'ils étaient armés, sans ajouter quoi que ce soit, ce qui était d'ailleurs suffisamment clair.

- les bourses d'études des étudiants en Droit ne sont attribuées que pour une durée de deux années, afin de suivre en France les études de licence et de maîtrise en Droit. Ce n'est que dans le cas où les étudiants font la preuve d'une réussite suffisante qu'ils peuvent, le cas échéant, obtenir une prolongation de bourse pour préparer un DEA.

- quant à l'ERA, le recrutement de 30 fonctionnaires tous les deux ans ne concerne que les élèves hauts-fonctionnaires. L'ERA recrute par ailleurs 40 élèves moyens fonctionnaires tous les deux ans, outre environ deux cents fonctionnaires qui sont en formation continue et se répartissent entre moyens et hauts fonctionnaires. Les élèves qui sont définis "sans aucune formation, sans aucune sélection" ne sont pas ceux-là : ce sont les étudiants qui contournent l'ERA et entrent directement dans la fonction publique.

- écrire que "le directeur de l'ERA et son adjoint ont peu d'autorité" est insuffisant. Ils ont l'autorité que leur confère l'organisation administrative très centralisée de la présidence du Conseil des ministres.

Le problème est surtout dans la nature de la relation générale que l'administration cambodgienne entretient avec ses usagers/administrés : la notion d'intérêt général pourrait seule servir de point d'appui à un meilleur fonctionnement de l'ERA, de la faculté de Droit comme des autres administrations. On ne peut que constater que cet intérêt général est trop souvent absent de la culture publique khmère".

# Un rapport sur la pauvreté dans les villages

**A** l'occasion de la Journée pour l' "éradication de la pauvreté", le ministère du Plan a présenté le 19 octobre son Rapport annuel (le troisième) intitulé "Cambodia Human Development Report 1999". Il concerne principalement la situation des 13 406 villages cambodgiens. On peut faire d' emblée deux observations plutôt négatives :

**rapports successifs**  
Ce rapport ne donne pas d' autres informations que celles qui figurent déjà dans le "Cambodia Socio-Economic Survey" publié en 1997. Il utilise et présente différemment les données collectées alors. Rappelons que le PAM (Programme Alimentaire Mondial) avait en 1997 publié une "carte de la pauvreté au Cambodge" qui donnait des indications précises sur la répartition géographique des 35 districts les plus pauvres (cn 75).

**quelle "éradication" ?**  
Il ne s' agit en rien, dans ce rapport, d' "éradiquer la pauvreté", mais plus facilement de la décrire, de la traduire en chiffres et en graphiques. Bien sûr le rapport se termine par des "recommandations". Pour éradiquer la pauvreté (il serait plus honnête de dire pour la diminuer), il faut des infrastructures, eau potable, électricité, moyens de

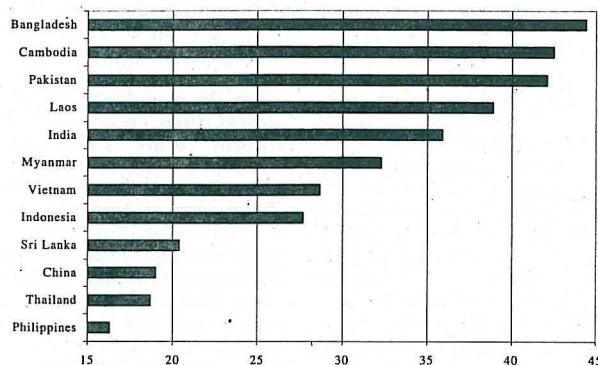
communications, écoles, hôpitaux, une meilleure harmonisation des programmes de développement, une plus grande autonomie des villages ... Pour éradiquer la pauvreté il faut aussi, dit le rapport, une "bonne gouvernance" de façon à diminuer la corruption et la fraude. Et bien sûr augmenter le rôle des femmes. Tout cela est évident. Et on pourrait ajouter à la liste des souhaits, sans prendre de risque : irrigation, cadastre, micro-crédit, formation des villageois (diversification de la production, nouvelles techniques, nouvelles semences, ...). Il n' y a aucune idée nouvelle dans tout cela. Le problème ne consiste pas à décrire une fois de plus des faiblesses déjà très bien repérées mais, évidemment, de les corriger. C' est d' ailleurs heureusement à quoi quantité d' institutions, d' organisations, d' entreprises, de gens s' emploient. Bref, on aurait souhaité, concernant l' "éradication de la pauvreté" un rapport plus opérationnel que descriptif.

**une description précise**  
Le côté positif cependant du rapport publié par le ministère du Plan est que cette description de la situation dans les villages est étudiée avec méthode, le compte-rendu en est précis : chiffres, pourcentages, graphiques.

On apprend de quelles différentes sources d' eau les villageois s' approvisionnent (40 % seulement ont accès à l' eau vraiment potable), les distances moyennes entre le village et l' école (seulement 5,4 % des villages ont une école primaire, 2 % une école secondaire), la distance moyenne jusqu' au plus proche vendeur de médicaments, le nombre de médecins par habitants, ...

sable des services rendus, y compris services sociaux, dans les villages concernés. Les élections auront lieu tous les 4 ou 5 ans. Cependant, le succès de cette décentralisation politique dépend de la décentralisation financière qui doit l' accompagner. "La garantie de droits politiques et de pouvoirs administratifs au niveau communal

% des villages ayant un plan de développement par types de projet et grandes régions (1997)

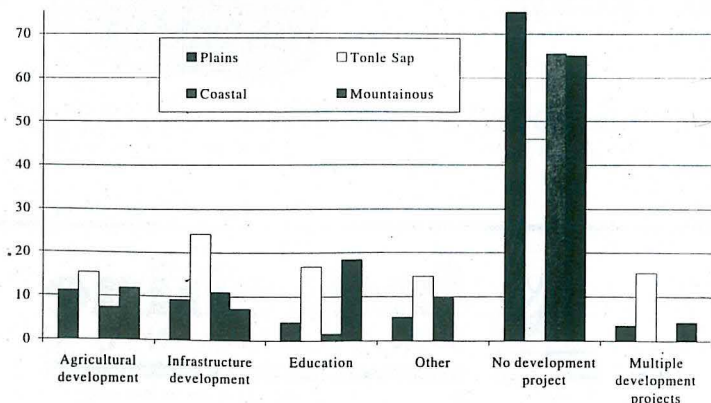


**développement communautaire ...**  
Un aspect particulièrement intéressant, et moins connu des réalités rurales : un nombre croissant de villages crée, sur l' initiative du ministère du Développement rural, d' ONG et d' agences de développement (parfois aussi comités de pagodes) leur propre projet de développement communautaire. Presque 25 % des 13 406 villages cambodgiens ont un Comité de développement villageois (VDC). Et environ 7 500 Comités de développement, couvrant 69 % de tous les villages, doivent être opérationnels d' ici la fin 2000.

n' aura de sens, dit très pertinemment le Rapport, que si les communes ont le droit de lever des taxes locales et des revenus à leur usage, et de recevoir une part du revenu national selon une formule de répartition".

**souhaits**  
Ce qui serait intéressant c' est, maintenant que l' on dispose de plusieurs années d' observations, d' analyser l' évolution de la pauvreté au Cambodge :  
- évolution globale (le Cambodge devient-il moins pauvre, rattrape-t-il les pays moins pauvres ?);  
- évolution géographique (la pauvreté diminue-t-elle plutôt dans les villes ? Dans les villages ? Est-elle constante dans certaines régions, ou bien sa répartition change-t-elle avec les conditions météo ?  
- ou encore, mais est-ce trop demander : peut-on mesurer avec une certaine précision l' effet des programmes d' aide, d' où qu' ils viennent, ou bien cette question n' intéresse-t-elle personne ?  
- évolution des faiblesses par secteurs : eau, santé, habitat, communications, écoles etc ... : où y' a-t-il progrès ici et là ?  
Un rapport sur la pauvreté qui donnerait ces informations aurait une réelle utilité.  
**C.N. .**

quelques pays asiatiques selon l' indice de pauvreté (1997)



L' indice de pauvreté calculé pour chaque pays par le PNUD tient compte de trois facteurs : espérance de vie, éducation, niveau de vie.

**... et communes plus autonomes**  
Dans le même esprit du développement communautaire, une sorte de révolution est en vue, avec le projet de loi sur l' administration communale. Chaque commune élira un conseil communal, qui concevra et réalisera un plan de développement pour la commune, et sera respon-

## LIVRES

Aux origines  
de Hong Kong  
par A. Le Pichon

Quel rapport entre ce livre, qui traite des premières années de la grande maison de commerce Jardine, Matheson & Co à Canton, dans les années 1827-1839, et le Cambodge contemporain ? Aucun.

Mais ce gros livre de 600 pages, version "substantiellement raccourcie" d'une thèse de doctorat en 4 volumes, apporte beaucoup à la connaissance de l'Asie moderne. Il éclaire de façon très pénétrante la naissance du capitalisme commercial international dans cette région du monde.

L'activité économique y était alors aux mains de monopoles : East India Company du côté de l'Inde britannique, mandarins et monopolistes. de Canton côté chinois. Dans ce système, ce sont les marchands d'opium indépendants qui ont inventé "une économie de marché reposant sur l'offre et la demande et la juste rétribution par le marché". Une véritable révolution (qui n'est d'ailleurs toujours pas complètement achevée...)

L'un des aspects de ce livre est de bien expliquer le rôle

des inventeurs, de créateurs dans le domaine du commerce international qu'ont eu les deux Ecossais William Jardine, ancien aide-médecin de marine, tout droitier, énergie et recherche de la qualité, et James Matheson, imaginaire, créatif, un "immense talent en relations publiques" et "l'un des plus remarquables idéologues de son époque".

Pourquoi l'opium ? C'est que l'East India Company avait le monopole de toutes les denrées, y compris l'opium, mais pas de son commerce. Le commerce de l'opium était donc le seul domaine où des marchands indépendants pouvaient exercer leurs talents.

Rien de clandestin ni d'immoral dans ce commerce : l'opium était une denrée comme l'indigo, le coton, la soie, le thé. "L'aristocratie financière et commerciale de l'Angleterre établie au Bengale, dont les maisons-mères étaient à Londres, achetaient aux enchères à Calcutta l'opium mis sur le marché par le gouvernement".

Il est clair qu'il a fallu une sorte de génie chez les deux associés établis à Canton pour maîtriser une série d'opérations complexes, à très grande échelle : financement, achat de l'opium en Inde (à Calcutta, à Bombay), transport à travers l'océan Indien, stock-

age dans la rivière des Perles (c'est Matheson qui a fait de l'île de Lintin le centre du commerce de l'opium), "écoulement clandestin en Chine d'une marchandise si abondante dans un pays où ils étaient interdits d'accès et dont ils ne parlaient pas la langue", assurance des transports de marchandises et d'argent-métal, recyclage de l'argent sur place par l'East India Company (achats de thé), ou acquisition de marchandises de retour (soie) et leur vente...

Le système reposait sur une connaissance approfondie, toujours perfectionnée, des produits et des marchés, un réseau de correspondants de toute confiance, des transports, par clipper-bricks et goélettes de hautes performances, un comportement professionnel exemplaire, un savoir faire commercial et financier de très haut niveau, la recherche incessante de nouveaux marchés côtiers, un sens très aigu de l'anticipation... tout cela dans un environnement où tout était à inventer.

La monnaie à l'époque ce n'était pas simple : "pièces de dollars espagnols à l'effigie des différents monarques, dollars mexicains, péruviens, des Etats-Unis, dollars "coupés" (fusés, ou rognés pour les nécessités de l'appoint), taëls chinois, lingots

d'or ou d'argent sous toutes formes et de tous poids... Au rythme moyen pour l'année 1832 de 15 caisses d'opium quotidiennement vendues, c'était plus de 10 000 dollars (de 1998) par jour que le shroff (changeur) devait peser et authentifier avant de les remettre au comprador".

Au total, avec l'aide bien rémunérée des mandarins et des douaniers chinois qui assuraient le côté "contrebande" du système, dans les années 1830 l'opium de Jardine, Matheson & Co représentait à peu près la moitié de toutes les importations chinoises ! "(Est-ce encore de la contrebande ?)". Où intervient Hong Kong dans cette histoire ?

Comme le marché de Canton se fermait, sur instructions sévères des autorités chinoises, il fallut créer plus au sud, à Kowloon, des entrepôts et un centre commercial qui remplacent Lintin.

Lorsque Jardine se retire en 1839, on est à la veille de la guerre de l'opium. En 1842, par le traité de Nankin, la Chine cédait Hong Kong à l'Angleterre.

A.G.

Aux Origines de Hong Kong, Jardine Matheson & Co, 1827-1839, par A. Le Pichon, Notes, carte, Index, Bibliographie, 600 p., L'Harmonattan 1998.

## INFORMATION à tous les clients d'Indochine Insurance :

depuis le 1er septembre, Indochine Insurance met en service gratuitement son

### Service d'Assistance 24h/24

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- Service Gratuit, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.



"La raison du plus fort est toujours la meilleure." !

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695

*Soyez exigeant,  
Choisissez*



**indochine**  
INSURANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge

Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet: www.indochine.net